



Toulouse, le 15 Octobre 2013,

Après un démarrage sur les chapeaux de roue, avec la journée de travail sur notre nouveau thème (cf <http://blog.ccfid-terresolidaire.org/mpr/>), l'année a pris son rythme de croisière : présence dans les rencontres étudiantes et dans les forums, participation à des festivals de théâtre (cfp4) et bientôt de films (cfp2). La semaine de la finance solidaire approche (cfp3) suivie de près par la semaine de la solidarité internationale. Dans le même temps, une campagne d'opinion est lancée sur l'impact des investissements dans les pays du Sud (cf p5). Vous trouverez ci-dessous les dates de nos prochaines rencontres avec toutes précisions sur l'agenda de notre site <http://ccfd31.fr/>. A bientôt.

Dimanche 20 Octobre à 10h, au cinéma ABC de Toulouse : **lancement du Festival Alimenterre.**

Mercredi 6 Novembre à 18h, au centre Alban Minville (métro Bellefontaine) : **lancement de la semaine de la solidarité internationale.**

Samedi 9 Novembre à 14h30, à l'arche Marengo : **rencontre-débat pour les 30 ans de la SIDI.**

Mercredi 13 Novembre à 20h, à Colomiers (85 rue Gilet) : **La marche des paysans sans terre en Inde**, projection-débat avec le réalisateur, L. Campana.

Samedi 16 Novembre de 9h à 17h, place du Capitole : **Forum des acteurs de la solidarité internationale.**

Vendredi 22 Novembre à 20h30, à Boulogne sur Gesse : **La Route 60**, projection-débat avec le p. Sauzet, **de retour de Palestine-Israël.**

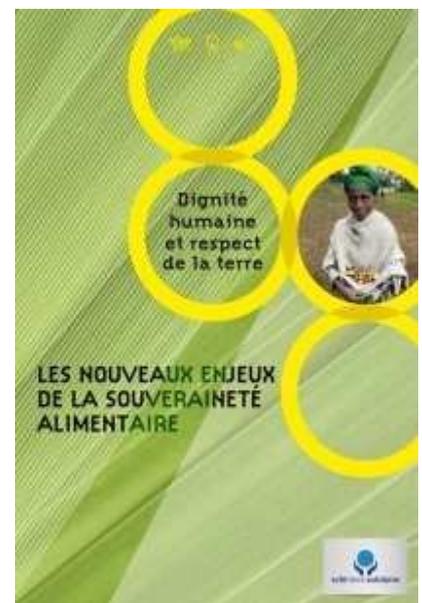
Samedi 23 Novembre de 9h à 17h, à Diagona Labège :

3ème Agora de la coopération et de la solidarité internationale

Lundi 25 Novembre à 20h30, au cinéma de L'Union : **Solutions locales pour un désordre global** de M.M. Robin, projection suivie d'un débat.

Pour mémoire - Samedi 30/11 : AD du CCFD 31 ; les 6-7/12 : formation CCFD-CROSI ; le 15/12 : collecte CCFD.

Un document utile pour le Festival Alimenterre : si vous ne l'avez pas vous pouvez le demander à notre Permanence où vous pouvez également vous informer sur l'action pour la Syrie :



<http://www.1001cartes-enfants-syrie.com/>

et emprunter les livres suivants :

- . Une finance solidaire et innovante (JP Vigier-2009)
- . L'épargne solidaire pour les nuls (E. Larpin- 2011)
- . Ce que les banques vous disent et pourquoi il ne faut presque jamais les croire (P. Canfin- 2012)



Pourquoi 900 Millions de personnes souffrent de la faim ?

Cette année, le Festival Alimenterre débute par une projection-débat au cinéma ABC de Toulouse, Dimanche 20 Octobre à 10h, avec un petit-déjeuner équitable, à partir de 9h30, et le film « Taste the wave » (la lutte contre le gaspillage alimentaire), avec Artisans du Monde et CCFD-Terre solidaire.

« Le gaspillage de nourriture de notre assiette jusque dans les champs, faisant le lien avec la faim dans le monde et les inégalités Nord-Sud, interpelle n'importe quelle personne.

Le film pointe la responsabilité non seulement des industriels de l'alimentation ou des grandes surfaces, mais de chacun d'entre nous, et comment ce système prolonge une forme de colonisation rampante : l'accaparement des terres des pays du Sud ou la production sur des terres arables de denrées qui ne concernent que les pays riches aux exigences démesurées (produits de contre saison...). Il aborde aussi la question « comment nourrir les villes ».

Son point fort, c'est la proposition d'alternatives qui font suite à chaque dénonciation et critique de nos pratiques (date de péremption vs date optimale de consommation, ne plus acheter de promotions en grosse quantité...). Il offre donc des perspectives d'action possibles. »

A l'occasion de cette projection, un tiré à part d'Alternatives Economiques sera diffusé sur l'agro-écologie, avec la participation d'1 élu de la Communauté Urbaine de Toulouse sur l'accueil des nouveaux habitants de l'agglomération et la préservation des terres agricoles.



La clôture du Festival en Haute-Garonne a lieu à Cazères (Cinéma Les Capucins), Mardi 26 Novembre à 19h30, avec le film « Pain des tropiques », en présence de Figolé Dorciné, agronome haïtien, et avec le CHAMP (Collectif Haïtien des Associations de Midi-Pyrénées).

D'autres projections-débats sont programmées dès maintenant :

Mercredi 23/10 à 20h30, salle Castelbou : Cultures en transition (avec les Amis de la Terre)

Mercredi 6/11 à 18h30, salle A. Minville : Nouadhibou, les poissons ne font pas l'amitié (avec le CROSI)

Dimanche 10/11 à 21h, ciné Get à Revel : Taste the waste (avec Artisans du Monde)

Mercredi 13/11 à 20h30, salle associative de la Chapelle : Love meat tender

Les mêmes films seront programmés par d'autres associations à des dates et lieux différents. Consultez les sites <http://www.crosi.org/> et www.festival-alimenterre.org



Il est encore temps d'organiser (gratuitement) des projections pour les scolaires, avec les 2 courts métrages (26') : « Nouadhibou, les poissons... »(la gestion durable des ressources naturelles) et « Les déportés du libre échange » (migrations et bien-vivre).

Des fiches pédagogiques sont disponibles, à la suite de la présentation de chaque film, sur <http://www.festival-alimenterre.org/edition-2013/programme> Contact : pierre.chastrusse@sfr.fr ou 06 24 92 27 59.

Pour le sondage Les Français et la faim dans le monde, voir

<http://ccfd-terresolidaire.org/infos/souverainete/sondage-les-francais-et-4440>



Bienvenue à la fête de nos 30 ans

Samedi 9 Novembre,



de 14h30 à 16h30, à la Médiathèque Marengo de Toulouse (métro/Sncf),
au 6^{ème} étage (espace Vanel) **Rencontre - débat :**

Acheter, produire, investir : Comment mondialiser la solidarité ?

avec J.Paul Vigier, ex- pt de la Fédération européenne des banques éthiques et alternatives,

Lionel Fleuristan, partenaire haïtien du CCFD et de la SIDI - Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement -, promoteur des mutuelles villageoises,

et les participants à un voyage d'immersion auprès d'agriculteurs palestiniens,



suivie d'une dégustation de produits équitables, dans le cadre du Forum régional de l'économie sociale et solidaire (stands et animations), de la Semaine de la finance solidaire et de la Semaine de la Solidarité Internationale



Ouverte à tous

L'aventure commence (mal) une nuit de Décembre 1981 : Le Général Jaruzelski impose à la Pologne la loi martiale, suspend les libertés, dissout les syndicats dont Solidarnosc... A l'appel du Cercle des intellectuels catholiques de Cracovie, des responsables du Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement et du Crédit Coopératif imaginent la création d'entreprises coopératives pour aider la population polonaise et embaucher des syndicalistes licenciés.

Pour cela, il faut une solidarité active : ils créent, en France, **la SIDI (Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement) qui est constituée le 3 Mai 1983.** Entre temps, les gouvernants polonais (de l'époque) ont bloqué toute création d'entreprise avec participation étrangère. Qu'à cela ne tienne, la 1^{ère} coopérative créée par la SIDI l'est ...au Maroc (avec des travailleurs immigrés à Bruxelles) !

Jean-Paul Vigier explique la naissance de la SIDI : « ...Elle a pour objet de favoriser la coopération avec



différents pays étrangers en s'associant localement à des sociétés ou des coopératives oeuvrant dans une perspective de développement autocentré. Dans ce but, mobiliser tous les moyens financiers et fournir toute aide technique, selon des critères permettant de favoriser des personnes ou des groupes économiquement désavantagés. »

Le capital de la SIDI s'élève actuellement à 13 Millions d'Euros dont ¼ apporté par des souscripteurs individuels (152 E la part, sans dividende). Les frais d'accompagnement des porteurs de projet sont financés par 6.000 épargnants solidaires regroupés dans 2 fonds communs de partage Faim et Développement . Ses alliances avec d'autres organisations solidaires ont

permis de constituer un fonds continental pour l'Afrique de 15 Millions d'Euros. **Le réseau des 70 partenaires de la SIDI dans 30 pays permet de soutenir annuellement plus d'un Million de petits producteurs du Sud et de l'Est** (cf <http://www.sidi.fr/> et <http://ccfd31.fr>).

Depuis 30 ans, la SIDI développe son soutien aux organisations de producteurs, aux structures financières de proximité ; elle promeut les mutuelles de solidarité villageoises, leur diversification et leur mise en réseau, leur durabilité et leur valeur ajoutée sociale.

Pour le programme du FRESS : <http://www.adepes.org/>. **Sur la SIDI et la finance solidaire : Radio Présence (97,9mhz) le 4/11 à 10h et à 21h, au Crédit Coopératif, le 7/11 ap.midi et 1 stand dans le FRESS, les 8 et 9/11.**



LIBERONS LA PAROLE : Un théâtre-débat pour la solidarité internationale

« Bonjour Madame, comment allez-vous ? »...Gaby Etchebarne, auteur de plusieurs livres dont « Les chemins de l'exil », écrit des textes, sous forme de **Théâtre-Forum** ou de **Théâtre-Image** .

C'est un spectacle qui met à la portée de tous, de façon ludique et participative, la question complexe des paradis fiscaux et celle du micro-crédit, celle des migrations et celle des ressources accaparées dans les pays du Sud, ceci pour **donner la parole à chacun(e) et construire un monde durable parce que solidaire.**

L'équipe CCFD des Crêtes présente ce spectacle, à la demande, dans les centres culturels, les maisons de quartier ou d'associations en Midi-Pyrénées.



Les tournées ont commencé en 2010, avec des scènes sur les paradis fiscaux et l'affaire Bettancourt (les anciens ministres du Budget auraient pu participer au spectacle !), avec, en contrepoint, la SIDI et le crédit pour les plus pauvres ; elles se sont poursuivies avec plusieurs scènes sur les migrants : les nouveaux boat peoples, le centre de rétention, la demande de visa et la recherche d'un appartement.

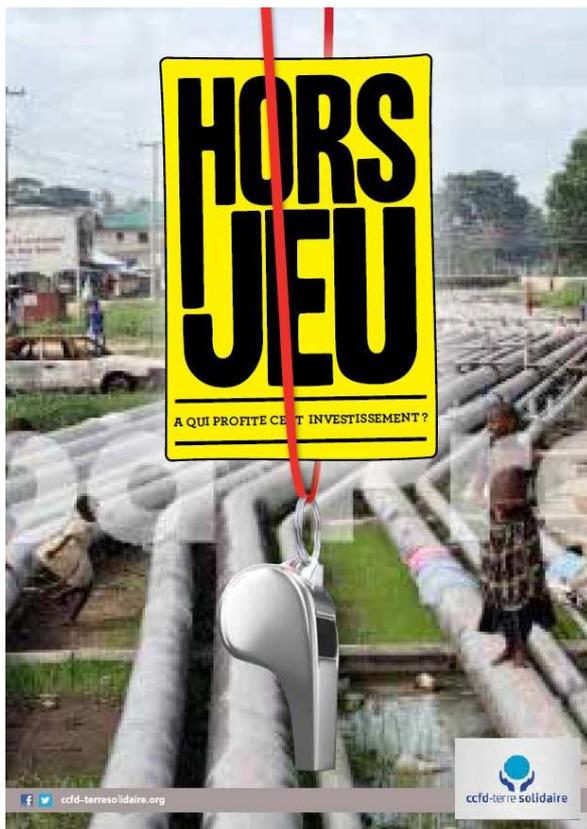
Actuellement, sont en présentation des scènes sur le land - grabbing (l'accaparement des terres agricoles).

Sur les problèmes vitaux de notre société, le but de ces spectacles est celui de la comédie : corriger en riant nos comportements. Et, pour cela, **par le théâtre et le débat, permettre à chacun de s'exprimer et d'agir, pour ce qui le concerne. Et, ça marche !**



Notre spectacle « Touche pas à ma terre » nous a fait découvrir le Festival Alternatiba à Bayonne, à qui Stéphane Hessel adressait le message suivant : « Le dérèglement climatique met à mal les populations les plus pauvres de la planète et, à moyen terme les conditions de vie civilisées sur Terre. Pourtant, les solutions existent... Elles participent à la construction d'une société plus sobre, plus humaine, plus conviviale et plus solidaire ». Fin Octobre, nous serons à Rodez pour un autre spectacle : « Les migrants sont nos frères ». Terrible actualité.

Au nom de la croissance, voire du développement, les investisseurs internationaux se tournent aujourd'hui vers les pays en développement : près de 700 milliards d'euros y ont été investis en 2011. Presque autant que dans les pays développés. Les États des pays occidentaux et des grands pays émergents, y compris la France, appuient des entreprises nationales afin qu'elles aillent investir à l'étranger : garantie sur fonds publics, et de plus en plus, financements dans le cadre de leur politique de développement.



En toute logique, ces investissements sont d'abord pensés pour répondre aux intérêts des investisseurs internationaux eux-mêmes - en majorité des multinationales. Mais que se passe-t-il quand certains ne prennent en compte ni l'avis, ni les besoins des populations vivant sur ces territoires et accaparent des ressources vitales pour elles ? Pire, quand ils violent les droits des habitants et ont des impacts délétères sur leur santé, leur mode de vie ou leur environnement ?

Des règles existent ou sont en voie d'élaboration, mais ne sont pas assez appliquées dans les pays du Sud. Les États des pays d'origine de ces investisseurs ont le devoir de renforcer leur encadrement.

De nombreuses voix s'élèvent ces dernières années pour dénoncer ces investissements qui se développent hors de toutes règles. Les mobilisations des populations se multiplient, leurs actions sont relayées par la société civile.

C'est pourquoi, le CCFD-Terre Solidaire demande à l'État français et à travers lui, à l'Union européenne et aux institutions internationales, lorsqu'ils apportent leur caution ou financement à des investissements privés, en particulier dans leurs opérations de développement (G8, G20, AFD/Proparco, BEI), de poser des exigences plus fortes à l'égard des entreprises quant à leur responsabilité sociale, environnementale et fiscale.

Nous demandons que le gouvernement français, dans les initiatives internationales qu'il porte en matière développement (G8, G20, ...)

ou à travers les bailleurs institutionnels finançant des investissements (AFD, PROPARGO, COFACE / Natixis et l'ensemble des agences bilatérales et multilatérales de développement dans lesquelles il est partie prenante) :

- Veille à ce qu'une consultation visant à obtenir le libre consentement préalable et éclairé des populations concernées soit menée (dans le respect des us et coutumes), pour s'assurer du respect de leurs droits.
- Mène des études d'impact social, environnemental et fiscal indépendantes, intégrant l'empreinte sur le foncier et sur les ressources et les mécanismes adéquats de révision voire d'annulation de projets.
- S'assure qu'il existe un mécanisme pour éviter l'exploitation, le commerce et la transformation des ressources naturelles qui financent les conflits ou la violence.
- Garantisse l'existence de mécanismes de recours pour les populations et les sociétés civiles, en cas de violation des droits et des règles internationales applicables aux entreprises.

D'autres textes internationaux et nationaux sont en cours de négociation pour :

Lutter contre l'évasion fiscale des entreprises multinationales. L'enjeu est d'obtenir que les entreprises paient des impôts là où elles sont réellement actives et qu'elles produisent de la valeur ajoutée. Nous demandons que les bailleurs institutionnels finançant des investissements :

- exigent la transparence comptable pays par pays pour prévenir les délocalisations artificielles de profits vers les paradis fiscaux,
- exigent la transparence sur les propriétaires réels des entreprises.

Assurer un cadre pour des investissements responsables dans l'agriculture.

Nous demandons que les bailleurs institutionnels finançant des investissements favorisent les investissements pour les agricultures familiales, paysannes et un modèle agroécologique et régulent les investissements privés à grande échelle, afin de mettre un terme à la privatisation des terres et à la destruction du tissu rural que leurs activités génèrent au Sud.

Consultez : <http://ccfdterresolidaire.org/mob/agir/campagnes/investissements-hors/>

Pour les actions de plaidoyer, contact : plantavid.monique@wanadoo.fr

CCFD – Terre Solidaire, 28 rue de l'Aude 31400 Toulouse – ccfd31@ccfd-terresolidaire.org
tél. 05 62 47 21 39 – du Lundi au Mercredi (de 14h30 à 17h30), sauf vacances scolaires